



Réclamant encore une fois le départ du SG de l'UGTA

Des milliers de syndicalistes se révoltent contre Sidi Saïd

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4759 - Jeudi 18 avril 2019 - Prix : 10 DA

Face à la recrudescence du phénomène
Les autorités traquent sans répit la criminalité

Page 4

Des élus locaux refusent la préparation des présidentielles

Quand l'autre forme du hirak se mobilise

Page 2

Spectaculaire retournement en Libye

Par Mohamed Habili

De tous les Etats qui ont contribué en 2011 à la chute du régime de Kadhafi, et qui ensuite ont porté à bout de bras le gouvernement dit d'union nationale de Fayaz al-Sarraj, il n'y a plus que le Qatar pour exiger que l'embargo sur les armes, théoriquement toujours en vigueur, soit appliqué avec la même rigueur sur les deux camps libyens, et pas seulement sur celui de Tripoli, son obligé. En d'autres temps, ce pays particulièrement porté à l'ingérence dans les affaires intérieures des pays arabes n'aurait probablement rien exigé de tel. Et pour cause, il aurait pris acte de cette politique contraire à la sienne, pour ensuite tout entreprendre en vue de corriger le déséquilibre qu'elle engendre. Il faut croire que ce temps n'est plus, puisqu'il est obligé de rappeler à des alliés qu'ils manquent à leur engagement en se refusant à fournir à Tripoli l'armement dont il aurait besoin pour repousser l'offensive de Tobrouk, ou du moins pour l'arrêter. Il semble bien en effet que ce soit prioritairement à eux qu'il s'adresse en l'occurrence, dans l'espoir sans doute de les voir revenir aux positions inchangées qui restent les siennes. Ce n'est pas en effet à l'Egypte, à l'Arabie saoudite, aux Emirats, ou à la Russie, qui en Libye ne se sont jamais trouvés du même côté de la barricade que lui qu'il pourrait faire le reproche de ne pas respecter une disposition du Conseil de sécurité que lui-même a allègrement violé par le passé, aussi longtemps en tout cas que les développements en Libye lui convenaient.

Suite en page 3

Le porte-parole du gouvernement au sujet de la crise économique

Situation «maîtrisée», malgré sa complexité...



Phs/D. R.

Le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Hassane Rabehi, a animé, hier, au Palais du gouvernement, sa deuxième conférence de presse, à l'issue de la réunion du Conseil du gouvernement, dans laquelle il a abordé en plus de la situation politique, celle économique du pays.

Lire page 2

Tamanrasset

Une cache d'armes et de munitions découverte près de la bande frontalière

Page 24

Mois du patrimoine à Ouargla

Davantage d'efforts pour prendre en charge les bâtisses du vieux ksar

Page 13

Le porte-parole du gouvernement au sujet de la crise économique

Situation «maîtrisée», malgré sa complexité...

■ Le ministre de la Communication et porte-parole du gouvernement, Hassane Rabehi, a animé, hier, au Palais du gouvernement, sa deuxième conférence de presse, à l'issue de la réunion du Conseil du gouvernement, dans laquelle il a abordé en plus de la situation politique, celle économique du pays.

Par Louiza Ait Ramdane

Lors de la réunion du Conseil du gouvernement, le ministre des Finances Mohamed Loukal a exposé la situation économique du pays, a indiqué Hassane Rabehi. Une situation qualifiée de «maîtrisée», malgré sa complexité. Il a été avancé comme argument la disponibilité des ressources et la rationalisation des importations. Si le prix du baril de pétrole se maintiendra à 71 dollars, les pouvoirs publics pourront mettre en œuvre tous les projets de développement.

En réponse à une question sur les affrontements qui ont eu lieu lors de la marche de vendredi dernier, le ministre de la Communication, porte-parole du gouvernement, Hassane Rabehi a affirmé, hier, que «les services de sécurité n'ont reçu aucune instruction pour utiliser la force contre les manifestants». M. Rabehi a indiqué aussi qu'il demeurait «confiant en le professionnalisme des services de sécurité», expliquant que «l'intervention des services de l'ordre a été enclenchée par rapport au degré de l'action des manifestants». Le ministre a déclaré que «les services de sécurité n'ont reçu aucune instruction pour utiliser la force contre les manifestants». «Les agents de sécurité sont des enfants du peuple qui veillent à la sécurité du citoyen. S'ils étaient des parties qui appellent à la violence, ils



afin de préserver l'intérêt du pays. «Si aujourd'hui on interdit aux ministres de se déplacer à l'intérieur du pays, c'est le service public qui sera entravé», a-t-il ajouté. Il a précisé que les ministres continueront leurs visites et ce, afin de préserver l'intérêt général.

Concernant l'attribution de la publicité, le ministre a fait savoir que pour une première étape, le gouvernement a exprimé sa bonne volonté pour une meilleure répartition de la publicité. «Nous avons décidé d'organiser des concertations avec les patrons de journaux pour signifier leurs propositions, à la différence de ce qui prévalait auparavant», a-t-il déclaré. Le Conseil du gouvernement s'est penché sur l'examen du décret exécutif fixant les modalités des conditions de prise en charge de la bonification des taux d'intérêt des crédits d'investissements accordés par les banques et les établissements financiers. Cela hors des investissements projets dans les Hauts-Plateaux dans le cadre des dispositifs d'aide à l'emploi. Ce projet n'a pas été retenu à cause des remarques des ministres. Le deuxième texte qui a été examiné lors de la réunion du gouvernement porte sur le décret exécutif fixant la typologie des périmètres d'irrigation ainsi que les règles permettant d'assurer la valorisation de l'eau et la conservation des terres agricoles. Le décret a été approuvé.

L. A. R.

auraient utilisé la violence au deuxième jour des manifestations», a-t-il encore justifié. Par ailleurs, le ministre a défendu les ministres qui se font chasser par les citoyens durant leurs visites de travail sur le terrain. Il réplique aux citoyens qui expriment leur rejet que «les ministres ont rejoint le gouvernement pour répondre à l'appel de la patrie». Il ajoute

que faire partie du gouvernement est «un service public». Le porte-parole du gouvernement ajoute que les personnes qui ont entravé les visites des ministres «étaient peu nombreuses et manipulés». Il a tenu à préciser que «les manifestants qui sont sortis dans la rue, ne représentent pas toute la population de ces wilayas». Il a déclaré que le gou-

vernement est une institution dont le rôle est de veiller à la sécurité et au bien-être du citoyen. «Le gouvernement est une institution composée de compétences et de cadres de l'Etat. Sans cette institution, les activités du pays seront paralysées», a-t-il ajouté. A cet effet, il a sollicité les médias à jouer leur rôle en sensibilisant le citoyen

Des élus locaux refusent la préparation des présidentielles

Quand l'autre forme du hirak se mobilise

La mobilisation populaire hirak se conforte chaque jour un peu plus, la prise de conscience de l'enjeu de ce mouvement monte d'un cran pour s'afficher sous d'autres formes durant la semaine en attendant les grandes marches des vendredis.

En appui au refus populaire, aussi bien de l'organisation des élections présidentielles que de l'actuel gouvernement, apparaît ces derniers jours une forme de hirak, celle des institutions locales, en l'occurrence les Assemblées populaires, où des élus locaux de plusieurs régions du pays, adhérant à ces revendications, ont décidé de ne pas entamer l'opération de la révision des listes électorales ni celle préparant le scrutin présidentiel qui a commencé avant-hier.

A ce titre, hier, la municipalité de Cherchell dans la wilaya de Tipasa, après une réunion extraordinaire tenue la veille, a annoncé son refus d'installer la commission communale en charge de la révision exceptionnelle des listes électorales en prévision du scrutin présidentiel du 4 juillet prochain annoncé par Abdelkader Bensalah, chef de

l'Etat. En outre, avant-hier, quatre communes de Bordj Bou-Arridj, en l'occurrence El-Main, Djaâfra, Tefreg et El-Colla, ont emboîté le pas aux 43 des 52 présidents des Assemblées communales de la wilaya de Béjaïa, toutes appartenances politiques confondues (RCD, FFS, FLN, RND et indépendants) qui, affichant leur alignement sur la volonté populaire, ont rejeté à l'unanimité leur participation à la prochaine élection présidentielle et affirmé leur non-implication dans son processus organisationnel, à savoir la révision exceptionnelle des listes électorales et la mise en place de la logistique destinée à l'organisation matériel du scrutin.

APC-APW, députés et sénateurs dans un rassemblement aujourd'hui à Béjaïa

Ceci avant de convenir d'un rassemblement de tous les élus locaux (APC-APW) aujourd'hui au siège de la wilaya, pour confirmer solennellement leur démarche collective de rejet de l'élection et de prendre part à la marche populaire de vendredi

prochain, en prenant la tête des cortèges, drapés de leur écharpe d'élus. Un refus également exprimés par cinquante mairies de Tizi-Ouzou. En effet, les «appartenances partisanes» mises de côté, «pour l'intérêt du pays et pour se mettre effectivement au service du peuple qui les a élus», 50 présidents d'Assemblées populaires communales (APC) sur les 67 que compte la wilaya de Tizi-Ouzou ont décidé eux aussi avant-hier d'informer aujourd'hui, par courrier officiel, le Directeur local de la réglementation et de l'administration général (DRAG) de leur décision de ne pas préparer l'élection présidentielle prévue le 4 juillet. Une décision prise lors d'une réunion organisée au siège de l'Assemblée populaire de wilaya (APW), ayant regroupé 50 présidents d'APC issus de différentes tendances politiques représentées dans les 67 communes de la wilaya (FFS, RCD, RND, FLN et indépendants) qui se sont exprimés en leur qualité d'élus du peuple. Sur les 17 présidents d'APC qui ne se sont pas présentés à cette rencontre, trois se sont excusés pour des «raisons personnelles». Ils ont toute-

fois fait savoir, par le biais d'autres élus présents, leur «adhésion à la démarche de boycott de l'organisation de la prochaine élection présidentielle du 4 juillet».

Une marche des élus aujourd'hui à Tizi Ouzou

De ce fait, chaque élu devra rédiger un courrier officiel qu'ils déposeront aujourd'hui à la DRAG locale pour exprimer sa décision de ne pas procéder à la révision des listes électorales et aux préparatifs de l'organisation de la prochaine présidentielle. Et ce, après une marche des élus (APC, APW, députés et sénateurs) qui débutera de la place de la musée pour rejoindre le siège de la wilaya.

«Le peuple rejette cette élection, nous sommes tenus d'être à l'écoute de ceux qui nous ont portés aux commandes des communes que nous gérons, il y va du respect de la souveraineté populaire», ont-ils expliqué lors de leurs différentes interventions. Notons que ces mêmes élus ont boycotté lundi dernier la réunion convoquée avec le nou-

veau wali Mahmoud Djemâa pour «une prise de contact». Par ailleurs, aux appels anonymes à la grève lancés sur les réseaux sociaux, notamment celle pénalisant les citoyens dans leurs démarches administratives et au plan de l'hygiène publique et de gestion des déchets, les élus de Tizi Ouzou ont aussi décidé de s'organiser en créant un cadre, tel une coordination de présidents d'APC, qui leur permettra de poursuivre cette démarche afin d'arrêter les actions à mener en commun dans le cadre du mouvement populaire pour améliorer le cadre de vie des citoyens.

Au demeurant, à cet élan solidaires des élus locaux, l'effet domino sur un grand nombre d'Assemblées populaires du pays devrait avoir lieu dans les prochains jours afin de traduire le rejet en bloc par la population de la présidentielle annoncée pour le 4 juillet. Une position qui ne pourra que renforcer la motivation et la légitimité du mouvement populaire en marche depuis le 22 février dernier.

Lynda Naili

Réclamant encore une fois le départ du SG de l'UGTA

Des milliers de syndicalistes se révoltent contre Sidi Saïd

■ L'accusant d'avoir trahi leur confiance, des milliers de travailleurs et syndicalistes venus de plusieurs régions du pays se sont rassemblés hier devant le siège central de l'UGTA à Alger, pour réclamer le départ du secrétaire général de la Centrale syndicale, Abdelmadjid Sidi Saïd.

Par Thinhinene Khouchi

Habités à se rassembler seulement les samedis, des syndicalistes ont décidé d'augmenter la pression en organisant un rassemblement hier devant le siège central de l'UGTA à Alger. En effet, toujours plus nombreux, les manifestants, venus de plusieurs régions du pays, ont occupé la rue Aïssat Idir où se trouve le siège de l'UGTA, fermé depuis la matinée, en scandant des slogans hostiles à Sidi Saïd. Sur les banderoles brandies par les manifestants, on peut lire notamment «Dégage Sidhoum Saïd», «Oui pour une UGTA des travailleurs», «Sidi Saïd ne nous représente pas», ou encore «Respect de la volonté populaire». «Nous voulons récupérer l'UGTA et la mettre au service des travailleurs, en la remettant sur la voie tracée par Aïssat Idir et Abdelhak Benhamouda», réclame un des syndicalistes, regrettant que depuis «l'arrivée de Sidi Saïd à la tête de l'UGTA, la Centrale syndicale est au service du patronat». «Où est l'argent des travailleurs», s'interrogent encore les manifestations qui accusent Sidi Saïd de malversations, le qualifiant de «syndicaliste milliardaire». Les syndicalistes affirment : «il doit partir car il a trahi la confiance des travailleurs». Selon Hamlaoui Abdelaziz, porte-parole des wilaya et fédération qui ont appelé à ce rassemblement : «l'UGTA doit être au service des travailleurs et non pas du pouvoir», ajoutant : «Nous sommes porteurs d'une mission, c'est



P.N.E. Sorayev/J.A.

celle de reconstruire l'UGTA sur des bases solides». Précisant qu'«une réunion avec nos camarades est prévue aujourd'hui pour tracer un nouveau plan d'action et normalement Sidi Saïd ne devrait pas attendre un ultimatum pour partir avec son équipe mais s'il persiste à faire la la sourde oreille et ne pas répondre aux réclamations des travailleurs, on appellera à une grève générale nationale». Hamlaoui lancera : «Dans tous les pays, c'est les travailleurs qui doivent choisir et élire leurs représentants syndicalistes et ce n'est pas le contraire, il faut donc bannir toute désignation qui vient d'en haut». Outre ces revendications, d'autres syndicalistes et travailleurs, issus de différentes entreprises publiques, ont saisi l'occasion

pour réitérer leurs revendications sociales, telles que la suppression de l'impôt sur le revenu global (IRG), notamment pour les retraités. Sur place, on pouvait constater une forte présence policière, mais contrairement à ce qui se faisait ces derniers jours, les forces de l'ordre se sont contentées d'encadrer cette action de protestation afin d'éviter que les syndicalistes ne pénètrent à l'intérieur du siège de l'UGTA. Il convient de noter que ce mouvement de contestation intervient quelques jours après l'annonce par Sidi Saïd d'avancer la date de la tenue du 13^e congrès de l'UGTA (le mandat actuel devait initialement prendre fin le 10 janvier 2020) et de sa décision de ne pas se présenter pour un nouveau mandat. Une commission nationale de

préparation de ce congrès sera créée et se tiendra le 27 avril courant. Une réunion pour mettre les mécanismes et les mesures préparatifs du congrès ainsi que la date de sa tenue. Enfin, rappelons que l'appel à ce rassemblement a été lancé par plusieurs dirigeants syndicaux qui étaient d'ailleurs présents en force lors de cette manifestation dont les secrétaires généraux des Unions de wilaya de Saïda, Tlemcen, Tizi Ouzou, Béjaïa, Ouargla et les membres de la Commission exécutive nationale (CEN) en plus de 21 wilayas, la Fédération nationale des travailleurs de la mécanique, métallurgique, électrique et électronique (Fntmmee), et les Unions locales de Rouiba et Hassi Messaoud.

T. K.

Béjaïa

Rassemblements et marches pour le départ du régime

La rue continue de gronder à Béjaïa à la faveur de la dynamique nationale portant le changement radical du régime en place. Des milliers de travailleurs et fonctionnaires issus des communes et dairas notamment, ont manifesté hier à Béjaïa. Les manifestants sont venus de plusieurs wilayas du pays à l'appel du Snapap et de la Confédération générale autonome des travailleurs algériens (CGATA). Des banderoles, des pancartes et l'emblème national ainsi que l'emblème identitaire amazigh ont été arborés par les manifestants qui n'ont pas cessé de scander des slogans hostiles au pouvoir, notamment aux trois «B» restants : «système dégage, les 3 B dégagent», «l'Algérie, une République non une monarchie», «Algérie libre et démocratique», «Pour l'instauration d'une nouvelle République»,

«Pacifique, pacifique», «La lutte jusqu'à la chute du régime», etc. Les communaux et les fonctionnaires réclament «une transition en dehors du système et refusent les solutions de replâtrage» du système et sa pérennisation tels que proposés jusque-là. De leur côté, les robes noires et les magistrats ont observé hier matin un rassemblement commun sur le parvis de la cour de Béjaïa. Des représentants des avocats sont intervenus pour exiger le respect de la loi et de la volonté populaire et exprimer leur soutien indéfectible au peuple et exigé le départ du régime. Les robes noires ont entamé une grève de quatre jours et affirment soutenir les manifestants, dénonçant le matériel utilisé contre les manifestants et contraire aux droits de l'homme. «On est mobilisé à défendre les manifestants arrêtés lors des

manifestations». Un magistrat est intervenu au nom de ses collègues et affirme que «la voix du juge est la voix du peuple lui-même». L'intervenant estime qu'«être aux côtés du peuple est un devoir et appelle ses collègues des autres wilayas et ceux exerçant dans les administrations à prendre une position honorable en faveur du peuple et l'indépendance de la justice jusqu'à satisfaction des revendications du peuple au nom duquel la justice est rendue». Le juge estime encore qu'«en l'état actuel des choses, il est impossible, dit-il, d'encadrer l'élection présidentielle du 04 juillet si la situation reste en l'état actuel des choses nous n'allons pas encadrer le prochain scrutin et nous allons boycotter toutes les opérations en relation avec cette joute électorale tant que la volonté du peuple n'aura pas été respectée». Pour ma

part, dit-il, «j'ai refusé d'encadrer le scrutin». Notons que 43 maires se sont réunis avant-hier et ont décidé de boycotter l'encadrement et l'organisation de l'élection présidentielle du 04 juillet. Au cours de la réunion, ils ont rendez-vous pour un rassemblement, aujourd'hui, à l'intérieur du siège de la wilaya en compagnie des élus APW. Notons que d'autres maires et élus ont rejoint hier le mouvement de refus de la tenue du scrutin de juillet prochain. Près de 50 maires ont déjà affiché leur intention de boycotter l'organisation de cette élection «en respect à la volonté populaire et en cohérence avec leur conviction». Pour leur part, les travailleurs de l'entreprise de transport urbain de Béjaïa (ETUB) continuent leur mouvement de grève en soutien au mouvement populaire et aussi pour exiger des hausses de

LA QUESTION DU JOUR

Spectaculaire retournement en Libye

Suite de la page une

Mais pour prendre une mesure plus exacte du retournement survenu dans ce pays, ce n'est pas dans sa direction qu'il faut regarder, mais du côté de plus puissants que lui, la Grande-Bretagne entre autres, un pays qui n'a pas peu fait dans le renversement de l'ancien régime libyen. La Grande-Bretagne, pourtant membre permanent du Conseil de sécurité, ne parvient même pas à faire passer une résolution qui tout en mettant sur le même plan attaquant et attaqués se borne à demander à ce qu'il soit mis fin aux affrontements actuels dans la périphérie de Tripoli. Entendons-nous bien : ce dans quoi la Grande-Bretagne échoue pour l'heure, ce n'est pas à faire condamner l'Armée nationale libyenne, qui pourtant a pris l'initiative de marcher sur Tripoli, ni même à l'obliger à revenir sur ses pas, mais à stopper son offensive quitte pour cela à conserver ses positions actuelles. On se prend à penser que si l'état d'esprit des grandes puissances ressemblait en 2011 un tant soit peu à celui qui prévaut aujourd'hui parmi elles, Kadhafi ne serait jamais tombé, il régnerait encore sur la Libye. Or la question se pose de savoir si la chute de Tripoli, pour autant qu'elle se produise, ne serait pas en quelque manière une revanche de l'ancien régime, sinon son rétablissement pur et simple. Cette perspective ne semble déranger désormais ni les pays arabes qui avaient demandé au Conseil de sécurité l'emploi de la force contre ce régime, au nombre desquels l'Arabie saoudite, devenue maintenant l'alliée de Tobrouk, ni même la France et la Grande-Bretagne, les vrais tombeurs de Kadhafi. Force est en tout cas d'observer que le gouvernement de Tobrouk ne souffre nullement de l'isolement dans lequel s'était trouvé réduit l'ancien régime, et qui avait été la véritable cause de sa perte. Ce même isolement mortel n'est pas encore celui du gouvernement d'union nationale, mais bien des signes montrent qu'il pourrait le devenir.

M. H.

salaires et des primes auprès de leur l'entreprise. Les travailleurs de l'Agence locale d'emploi de jeunes (Ansej) de Kherrata ont observé hier un sit-in pour demander le départ du régime et exprimer eux aussi leur soutien au mouvement populaire en cours dans les pays.

Hocine Cherfa

Face à la recrudescence du phénomène

Les autorités traquent sans répit la criminalité

■ L'Algérie fait ses preuves même s'il lui reste du chemin à parcourir car, plus que par le passé, la criminalité est devenue un véritable fléau de société contre lequel les services de police sont souvent debout.

Par Meriem Benchaouia

Le phénomène prend des proportions alarmantes dans certaines villes algériennes, au point de devenir l'une des principales causes d'inquiétudes des citoyens. Devant un taux qui monte en flèche, une délinquance qui fait l'éloge de la presse, et des faits divers traquent

Face à recrudescence du

Gaïd Salah à Ouargla L'ANP veille «sans répit» à la sécurisation des frontières

LE VICE-MINISTRE de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), Ahmed Gaïd Salah, a affirmé mercredi, lors de sa troisième journée de visite en 4^e Région militaire à Ouargla, que les Forces armées veillent «sans répit» à la sécurisation des frontières du pays et à la sauvegarde des fondements de sa sécurité et sa stabilité. «Conformément aux exigences qu'imposent le devoir de veiller en permanence à la promotion des capacités de l'ANP, nous avons œuvré à élaborer une approche claire en terme de substance, ambitieuse en terme d'objectifs et flexible en terme d'application et d'exécution. Une approche rationnelle et clairvoyante, qui tient compte les éventuels variables géopolitiques et les défis actuels et futurs qui en découlent. Cette approche réaliste est adaptée à nos propres spécificités et à nos capacités à la transformer en réalisations concrètes sur le terrain», a indiqué Gaïd Salah, qui a procédé à l'inspection de quelques unités du Secteur militaire de Biskra. En effet, «nous sommes désormais guidés, dans notre travail, par les principes de cette approche, dont les résultats enregistrés témoignent du progrès qualitatif atteint par les différentes composantes de nos Forces armées qui veillent, sans répit, de jour comme de nuit, à la sécurisation des frontières de notre patrie et à la sauvegarde des fondements de sa sécurité et sa stabilité. Tels sont notre objectif et notre finalité», a-t-il ajouté. Le général de Corps d'Armée a mis l'accent sur la nécessité de «la préservation et le renforcement des divers acquis, et sur l'impératif de l'adaptation des objectifs tracés avec le processus de développement de nos Forces armées». «Dans ce contexte, le maintien de la dynamique actuelle n'est pas un objectif en soi, mais plutôt l'accélération de sa cadence en adéquation avec la concrétisation des objectifs escomptés», a-t-il estimé. H. Y.

phénomène. L'Algérie fait ses preuves même s'il lui reste du chemin à parcourir car, plus que par le passé, la criminalité est devenue un véritable fléau de société contre lequel les services de police sont souvent debout.

Le phénomène prend des proportions alarmantes dans certaines villes algériennes, au point de devenir l'une des principales causes d'inquiétudes des citoyens. Devant un taux qui monte en flèche, une délinquance qui fait l'éloge de la presse, et des faits divers traumatisants qui font les gros titres des journaux, la situation semble préoccupante, en attestent les chiffres des services de sécurité. En effet, la criminalité est en train de plonger la société dans la peur et l'insécurité. Vols, agressions physiques, trafic de drogues, meurtres, sont autant de délits enregistrés par les services de l'ordre. Cette recrudescence alarmante est observée dans plusieurs régions du pays, même les zones reculées ne sont pas épargnées. L'éradication du phénomène n'est certainement pas pour demain. Les réseaux sont devenus plus organisés, mieux structurés, certainement liés à des circuits internationaux de trafic. Pourtant, les autorités mènent une lutte implacable et sans merci à travers plusieurs régions du pays. Un combat ininterrompu contre toute forme d'atteinte au pays : la lutte contre le crime reste une priorité majeure. Effectivement, plusieurs individus en possession de substances prohibées et d'armes blanches, ont été interpellés par des brigades de la Gendarmerie nationale, dans plusieurs wilayas du pays, indique hier un communiqué de ce corps de sécurité. Ainsi, dans la wilaya de Tipaza, agissant sur renseignements et, en vertu d'un mandat de perquisition, les gendarmes de la brigade de Bou-Ismaïl ont interpellé un individu et saisi, à son domicile, neuf kg et 50 g de kif traité. Dans la wilaya d'Oran et en vertu d'un mandat de perquisition, les gendarmes de la



brigade de Ben-Freha ont interpellé un individu et saisi à son domicile situé dans la commune de Ben-Freha, trois cent soixante-dix-sept kg de kif traité, ainsi que plus de soixante comprimés de psychotropes et deux sabres. Aussi, les services de la sûreté de la wilaya ont démantelé mardi un réseau de trafic de drogue activant à l'échelle nationale lors d'une opération ayant permis la saisie de 44 kilos de kif traité, a-t-on appris hier de ce corps sécuritaire. Opérée par les éléments de la sûreté de daïra de Boutlelis (Ouest d'Oran), sur la base de minutieuses investigations, cette opération a permis l'arrestation de quatre narcotrafiquants, âgés de 45 à 70 ans. Les mis en cause ont été pris en flagrant délit au moment où ils finalisaient un marché pour la commercialisation de cette quantité de drogue. Les services de la sûreté d'Oran ont opéré, durant la semaine en cours, plusieurs

saisies de drogue et de comprimés psychotropes, dont 25 kilos de kif traité et près de 3.000 unités d'ecstasy. Ces affaires traitées, notamment par la brigade de lutte contre le trafic des stupéfiants, relevant du service de wilaya de la PJ d'Oran, ont donné lieu au démantèlement de deux réseaux de trafic national et international de drogue et de comprimés psychotropes. Toujours à l'Ouest du pays, et agissant sur renseignements, les gendarmes de la brigade de recherches de la wilaya de Ain-Temouchent, ont interpellé, 7 individus, en possession de cent trente-six kg de kif traité et soixante-dix-neuf comprimés de psychotropes, ainsi que six coupes. En outre, les gendarmes de l'Escadron territorial de la Sécurité routière de la wilaya de Sidi-Bel-Abbes ont interpellé un individu, lors d'un service de police de la route assuré sur la RN 92, reliant Sidi-Bel-Abbes à

Saïda, dans la commune de Belarbi, alors qu'il voyageait à bord d'un autocar de transport de voyageurs d'Oran vers Bechar, en possession de cent quarante-sept comprimés de psychotropes ainsi qu'une somme d'argent de 22.500 DA. Dans la wilaya de Tébessa et agissant sur renseignements, les gendarmes de la brigade de recherches de Bir-El-Ater, 3 individus, à bord d'un véhicule, en possession de huit cent quatre vingt g de kif traité. Enfin, dans la wilaya de Skikda, et lors d'un service de police de la route assuré sur l'autoroute Est-Ouest, dans la circonscription communale d'Aïn-Bouziane, les gendarmes du peloton de sécurité routière d'El-Harrouch ont interpellé un individu transportant, quatorze quintaux et soixante-cinq kg de déchets de cuivre, à bord d'une camionnette, selon la même source.

M. B.

Ouargla

Des jeunes s'unissent pour un milieu propre et plus beau

Depuis quelques semaines, de nombreux jeunes bénévoles à Ouargla, à l'instar d'autres wilayas du pays, prennent part à une campagne de nettoyage et d'embellissement à travers des fresques murales. Réunis via des appels sur Facebook notamment, ces jeunes ont effectué plusieurs actions d'embellissement et de ramassage de déchets, ainsi que la réalisation de belles fresques murales à travers différents quartiers, artères et espaces publics dans les grandes agglomérations urbaines de la wilaya, telles que Ouargla et Touggourt. «Cette campagne, qui traduit l'esprit de civisme chez les jeunes Algériens

mobilisés dans le mouvement populaire né le 22 février dernier, vise à préserver l'environnement et éliminer les déchets défigurant nos villes, tout en assurant un milieu urbain propre, sain et beau», a indiqué A. Abdelkader, un jeune bénévole issu du quartier Ennasr (périphérie Ouest de Ouargla). Pour lui, «ces jeunes, garçons et filles, donnent le bon exemple des valeurs de citoyenneté et de solidarité ancrées dans les traditions de la société algérienne». Pour sa part, H. Mohamed a estimé que «l'art urbain, dont le dessin, la calligraphie et le graffiti, permet aux jeunes de s'exprimer à travers

des œuvres sur différents thèmes liés à la liberté, l'amour du pays et l'espoir pour contribuer à bâtir une nouvelle Algérie», appelant à la «sensibilisation de tous ceux qui peuvent apporter leur contribution». De telles initiatives sont appelées aussi à «offrir un milieu de rencontre aux jeunes où ils peuvent échanger leurs idées, confronter leurs expériences et organiser des rencontres régulières, afin de développer des liens solides pour améliorer leurs compétences artistiques, culturelles et la professionnelle», a-t-il encore fait savoir. Plusieurs citoyens rencontrés par l'APS ont salué cette campagne qui a tou-

ché notamment le grand boulevard à Haï Ennasr, la place de la Rose de sable jouxtant Souk El-Hadjar, la rue principale traversant les quartiers des 460 logements et El-Chorfa (chef-lieu de wilaya), ainsi que le lycée El-Houria et le théâtre en plein air à Touggourt. Cette campagne reflète la prise conscience des jeunes des risques qui menacent l'environnement et leur adhésion à la consolidation des valeurs nobles de la société civile, considérée comme un partenaire-clé dans la préservation du milieu, a-t-on souligné.

Hafid G.

Agriculture

Nécessité de mobiliser le savoir technique et scientifique

■ Le ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, Chérif Omari, a évoqué, à Alger, la nécessité de mobiliser et de capitaliser le savoir technique et scientifique existant dans les instituts et les écoles, autour du monde socioprofessionnel dans toutes les filières au profit de l'agriculture, a indiqué le ministère dans un communiqué.

Par Salem K.

Le ministre a souligné que cette mobilisation du savoir technique et scientifique devra se faire en valorisant le travail qui a été fait par les laboratoires sur les thématiques et les problématiques qui sont posées sur le terrain par rapport aux systèmes de production, d'irrigation et de valorisation des ressources naturelles et humaines. Le ministre s'est ainsi exprimé lors d'une réunion qu'il a présidée en présence des cadres des institutions techniques et scientifiques relevant du secteur, consacré au rôle de cet encadrement dans l'accompagnement

des producteurs, a indiqué la même source. Cette rencontre à laquelle ont pris part les cadres centraux du ministère, a permis de débattre des questions liées aux réponses scientifiques et techniques que devraient donner ces structures aux problématiques posées dans tous les systèmes productifs (production, valorisation, commercialisation...). Le ministre a, de même, appelé à mobiliser tous les moyens, notamment financiers, permettant à ces producteurs de savoir et d'innover, d'élargir leur champ d'action à d'autres domaines tels que le conseil, la valorisation et la prestation, et d'améliorer leurs capacités d'en-



cadrement. Le ministre a appelé à l'encadrement des structures techniques et scientifiques à travailler en synergie et en réseaux

entre eux et avec les autres secteurs, afin de pouvoir mobiliser des financements mixtes en ciblant des thématiques prioritaires. Il a considéré qu'il est urgent de capitaliser le savoir-faire, les connaissances et les expériences pour répondre aux besoins de modernisation des systèmes de production, d'irrigation, d'exploitation du foncier et d'exploitation des ressources génétiques et biologiques, animales et végétales, ajoute-t-on de même source. Le ministre a estimé que le secteur de l'agriculture, du développement rural et de la pêche est appelé à relever les défis de la sécurité alimentaire en mobilisant toutes les structures techniques et scientifiques du pays d'une manière optimale, littout encore dans le même communiqué. S. K.

P.V.D. R.

Pétrole

Le panier de l'Opep recule à 70,11 dollars le baril

Le prix du panier de quatorze pétroles bruts, qui sert de référence à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), a reculé mardi à 70,11 dollars le baril, contre 70,21 dollars, la veille, a indiqué hier l'Organisation pétrolière sur son site web. Introduit en 2005, le panier de référence de pétrole brut de l'Opep (ORB) comprend actuellement le Sahara Blend (Algérie), Girassol (Angola), Djen (Congo), Oriente (Equateur), Zafiro (Guinée Equatoriale), Rabi light (Gabon), Iran Heavy (Iran), Basra Light (Irak), Kuwait Export (Koweït), Es-Sider (Libye), Bonny Light (Nigéria), Arab Light (Arabie saoudite), Murban

(Emirats arabes unis) et Mery (Venezuela). Mardi, les cours du pétrole reculaient en cours d'échanges européens dans un marché sans direction forte après les prises de bénéfices de la veille. Hier après-midi, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 70,90 dollars à Londres, en baisse de 28 cents par rapport à la clôture de lundi. A New York, le baril de WTI pour le contrat de mai perdait 25 cents à 63,15 dollars. Ayant atteint en début de semaine dernière des plus hauts en cinq mois, à 71,87 dollars pour le Brent et à 64,79 dollars pour le WTI, les cours du pétrole semblent peiner à repartir à la hausse.

«Les investisseurs veulent encaisser une partie de leurs profits vu les gains enregistrés depuis le début de l'année», a commenté un analyste. Depuis le 1er janvier, le Brent gagne 30,3% et le WTI 36,3%, galvanisés par les baisses de production volontaires de l'Opep et par les perturbations causées par les sanctions américaines au Venezuela et en Iran. Les Etats-Unis doivent décider de renouveler ou non les exemptions accordées à certains importateurs de brut iranien, tandis que l'Opep doit s'accorder fin juin sur la reconduction des objectifs de production. L'Agence américaine d'information sur l'Energie

(EIA) a publié hier ses chiffres hebdomadaires sur les stocks des Etats-Unis. Pour la semaine achevée le 12 avril, les analystes tablent sur une hausse de 2 millions de barils des stocks de brut, sur une baisse de 2,55 millions de barils des stocks d'essence et sur une baisse d'un million de barils des stocks d'autres produits distillés (fioul de chauffage et gazole), selon la médiane d'un consensus compilé par Bloomberg. L'Organisation et ses partenaires, à leur tête la Russie, réduisent leur production de 1,2 million de bpj à compter du 1er janvier 2019 pour six mois.

Mahi O./APS

Négociations commerciales 2019

Baisse de 0,4% des prix des marques agroalimentaires

Les prix d'achat des produits alimentaires vendus sous marque nationale ont diminué de 0,4% en 2019, selon un observatoire des négociations commerciales, alors même qu'une loi censée faire remonter les prix payés aux industriels et à leurs fournisseurs, les agriculteurs, a été votée en octobre. Cet observatoire, réalisé par la médiation des relations commerciales agricoles, est basé sur des questionnaires adressés aux fédérations professionnelles de fournisseurs

et de distributeurs. Il exclut les marques de distributeur. L'observatoire, publié hier, constate «une convergence des appréciations émanant des fédérations industrielles et des enseignes de distribution», assure-t-il. La baisse concerne tous les produits alimentaires de marque nationale confondus, excepté les produits laitiers qui connaissent «une légère hausse des prix», et, dans une moindre mesure, les surgelés salés. Concernant le climat de la négoc-

iation, le rapport constate également «les attentes insatisfaites des fournisseurs vis-à-vis de leurs clients qui ne prennent pas assez en compte le contexte économique des filières, leurs innovations ou les efforts qu'ils ont engagés en matière de responsabilité sociale et environnementale». «Les enseignes de distribution encouragent de leur côté les fournisseurs à mieux étayer ces efforts», ajoute-t-il. Les prix aux consommateurs sont par contre globalement restés stables

depuis fin janvier, selon une étude du cabinet Nielsen, excepté les prix de certains produits alimentaires de grande consommation, notamment les rhums et les gins. Le relèvement du seuil de revente à perte telle que voulue par la loi issue des Etats Généraux de l'Alimentation, qui a été mise en place le 1er février 2019, devait permettre aux distributeurs de ne plus vendre à perte et donc de relever le prix d'achat aux distributeurs. F. Y.

Finances

Le FMI et la Banque mondiale lancent leur monnaie numérique

Une crypto-monnaie d'expérimentation a été lancée par le Fonds monétaire international dans le cadre d'un projet de collaboration avec la Banque mondiale, dans lequel cette devise virtuelle «Learning coin» est accessible uniquement aux personnels des deux institutions. Le projet est basé sur un système

de paiement décentralisé dit «blockchain» qui veut dire, dans le vocabulaire de la devise digitale, une chaîne d'informations ou de données sous forme de blocs. L'initiative des deux organismes vise à aider à mieux comprendre les enjeux autour des devises virtuelles, rapporte le «Financial Times». Elle consiste

en effet à permettre au personnel de gagner des «Learning coins» selon des objectifs d'apprentissage avant de pouvoir ensuite les échanger contre des «récompenses réelles». L'objectif de l'expérimentation est d'apprendre davantage sur les enjeux de l'utilisation des devises virtuelles dans la vie de

tous les jours. Tout en admettant son scepticisme vis-à-vis des crypto-monnaies comme le Bitcoin, la Directrice générale du FMI, Christine Lagarde, estime néanmoins que les Etats devraient envisager l'émission de monnaies numériques adossées à des fonds publics ou des actifs similaires. Agences

Zone euro L'inflation baisse à 1,4% en mars, confirme Eurostat

L'INFLATION dans la zone euro a reculé en mars à 1,4%, contre 1,5% le mois précédent, a indiqué hier l'Office européen de statistiques Eurostat, confirmant la première estimation publiée le 1er avril. Ce taux d'inflation s'éloigne de l'objectif de la Banque centrale européenne (BCE), pour qui une inflation très légèrement inférieure à 2,0% sur un an est considérée comme un signe de bonne santé de l'économie. Concernant l'Union européenne dans son ensemble, le taux d'inflation annuel s'est établi à 1,6% en mars, stable par rapport à février, a précisé Eurostat dans un communiqué. Les taux annuels les plus faibles ont été observés au Portugal (0,8%) et en Grèce (1,0%), et les plus élevés en Roumanie (4,2%), Hongrie (3,8%) et aux Pays-Bas (2,9%), souligne le communiqué. R. E.

Khenchela

Une production prévisionnelle de 1,6 million de quintaux de céréales

■ Une production prévisionnelle de l'ordre de 1,6 million de quintaux de céréales est attendue dans la wilaya de Khenchela, a déclaré mardi le directeur des services agricoles.

Par Anissa H.

« **L**a production de céréales dans la wilaya de Khenchela, qui a atteint au titre de la saison agricole précédente près de 1 227 000 quintaux, devra atteindre au terme de la campagne moisson-battage de la saison 2018-2019 une quantité de 1 600 000 quintaux en dépit de la baisse de la superficie cultivée », a indiqué M. Rachid Rehamnia. Il a déclaré que la quantité de pluie et les chutes de neige enregistrée durant le mois de mars dernier dans les communes de la wilaya, notamment celles du Sud, a permis « de sauver de larges superficies agricoles affectées par la sécheresse » et « devra contribuer principalement à l'augmentation

de la production céréalière de l'actuelle saison agricole ». M. Rehamnia a fait savoir que les prévisions indiquent une augmentation de la quantité de la récolte de la saison agricole en cours, comparativement à la saison précédente, soulignant que les services agricoles tablent sur une production de près de 780 000 quintaux de blé dur et plus de 120 000 quintaux de blé tendre (farine), ainsi que près de 700 000 quintaux d'orge. Les prévisions du rendement moyen par hectare varient selon les différents types de céréales, a noté le même responsable, évoquant, dans ce sens, le taux de production du blé dur qui devra atteindre 16 quintaux par hectare, contre une production de 13 quintaux de blé tendre par hectare et 15 quintaux d'orge/ha. La



superficie des terres agricoles consacrées à la production de céréales au cours de la saison 2018-2019 a dépassé 102 000 hectares contre une superficie de 114 000 hectares réservée à

cet effet durant la saison précédente, a assuré le même source, estimant que cette baisse d'environ

10 000 hectares de terres laissées en jachère est due notamment au de la manque main-d'œuvre. La valeur de la production des céréales dans la wilaya de Khenchela a atteint, au cours de la saison agricole précédente, 4,3 milliards de dinars, tandis que la valeur de la production des fourrages destinés à l'alimentation des bétails a été estimée à 1,8 milliard de dinars, selon le service des statistiques agricoles de la DSA.

A. H. / APS

Mascara

Ouverture d'une voie d'évitement à Sig

La voie d'évitement de la ville de Sig (wilaya de Mascara) a été ouverte mardi sur une distance de 8 kilomètres, partie de la pénétrante reliant la ville de Mascara à l'autoroute est-ouest. Cet axe partant du rond-point «Kharouf» vers celui de la commune de Ras El Ain Amirouche sur l'autoroute Est-Ouest, a été ouvert à la circulation automobile, à l'occasion de la célébration de Yom El II, en présence des autorités de wilaya et de responsables de l'Agence nationale des autoroutes. Selon les explications fournies aux autorités de wilaya par les responsables de l'agence. Il est attendu la réception dans trois mois d'un autre tronçon s'étalant sur 2 km du rondpoint Kha rouf vers l'échangeur de Oued Nair relevant de la commune de Sigg après, progressivement au premier tronçon jusqu'à la fin de l'année en cours à

Haine. Le wali de Mascara, Hamid Babiche, qui a inauguré la voie d'évitement, a instruit les entreprises algériennes et étrangères chargées du projet à renforcer les moyens humains et matériels pour l'achèvement des travaux de la pénétrante entre Mascara et l'autoroute est-ouest sur une distance de 43 km dans les délais convenus, surtout après le règlement du problème de retard dans le remboursement des crédits. Le même responsable a souligné que la pénétrante entre Mascara et l'autoroute revêt une importance régionale en tant projet structurant servant plusieurs wilayas de l'Ouest et du Sud-ouest du pays sur les plans économique et social et agurant de larges perspectives pour la promotion de l'investissement. La voie mise en service mardi devra alléger la tension relevée sur la circulation au niveau de la ville de

Sigg traversé chaque jour par des milliers des véhicules provenant de la ville de Mascara et des wilayas des Hauts plateaux et du Sud-ouest en direction de la wilaya d'Oran. La voie d'évitement de la ville de Sigg représente une partie du projet de la pénétrante reliant la ville de Mascara à l'autoroute est-ouest s'étalant sur une distance de 43 km, dont le taux d'avancement des travaux a atteint 65 pour, a-t-on assuré. Son achèvement est prévu en 2020. L'impact de la pénétrante, qui a nécessité une enveloppe de 37 milliards DA, s'étend à différentes wilayas des Hauts plateaux et du Sud-ouest du pays. Son projet comporte la réalisation de 31 ouvrages d'art dont 9 grands ouvrages, un viaduc de 1 910 mètres entre El Keurt et Hacine et 4 échangeurs à El Keurt, Hacine et Sig.

A. O.

Tindouf

1 800 foyers raccordés au réseau de gaz propane à Haï El-Hikma

At moins 1 882 foyers ont été raccordés au réseau de gaz propane à Haï El-Hikma à Tindouf, a-t-on appris mardi des responsables locaux de la Société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonegaz).

Ce projet, qui a nécessité une enveloppe de 45 millions DA, concerne la réalisation d'un réseau de transport de 2 km et d'un réseau de distribution de

6km, a précisé le chef du service du gaz à Sonegaz. Pas moins de 320 foyers dans cette localité avaient été raccordés dans le cadre de la première tranche de cette opération lancée en 2014, a ajouté Abdelmalek Tourki.

Le même responsable a fait savoir que le taux de raccordement au réseau de gaz reste toujours faible dans la wilaya de Tindouf, malgré les facilités pré-

vuees par l'entreprise au profit des citoyens, notamment le paiement selon un échéancier des travaux de raccordement.

Le projet portant sur la réalisation du réseau de gaz propane, qui a été mis en service en mai 2011, a nécessité une enveloppe de plus de 55 millions DA, ainsi que plus de 75 millions DA pour réaliser une station de stockage. Cette station dispose de

huit réservoirs de stockage d'une capacité de 800 m³ chacun, pouvant être augmentée à 1 100 m³, selon la même source. S'agissant de la prévention, les services de la protection civile de Tindouf ont organisé des caravanes de sensibilisation sur les risques d'une mauvaise utilisation des installations de gaz.

F. Y.

Oum El Bouaghi/Commune de Souk-Naamane

Renforcement prochain de l'AEP des hatibants à partir du barrage Ouarkis

L'approvisionnement des habitants de la commune Souk Naamane de la wilaya de Oum El-Bouaghi en eau potable sera renforcé avant «juillet prochain» à partir du barrage de Ouarkis (commune de Ain Fakroune), a indiqué le chef de service de l'alimentation en eau potable de la direction locale des ressources en eau, Nacer Mekhnache. L'entrée en service du couloir Souk Naamane au barrage Ouarkis augmentera à sept le nombre des communes de la

wilaya actuellement alimentées depuis cet ouvrage hydraulique a précisé le même responsable détaillant que Oum El-Bouaghi, Ain Beidha, Ain Fakroune et Henchir Toumaghni reçoivent les eaux du barrage depuis juin 2018. «Les travaux de raccordement de la commune Souk Naamane au barrage de Ouarkis nécessitant l'installation de 26 km de conduites ont atteint actuellement 70%», a fait savoir la même source. La mise en service de ce projet qui a nécessité un

investissement de l'ordre de 350 millions DA, permettra de renforcer l'alimentation en eau potable des habitants de la commune de Souk Naamane estimée à 21 000 habitants, a-t-on encore noté. De plus, l'AEP dans la commune de Sigus sera consolidée «avant la fin du mois de mai» à la faveur de la mise en service du forage de «Ras L'aain» (wilaya de Constantine), a-t-on assuré soulignant que les travaux affichent 80% de taux d'avancement.

R. R.

Mila 1,033 milliard m³ lâchés du barrage de Béni Haroun

LE VOLUME d'eau lâché du barrage de Béni Haroun (Mila) depuis octobre 2018 à ce jour mardi a atteint 1,033 milliard m³, apprend-on du chef du département de surveillance et exploitation de cet ouvrage hydraulique, Fateh Bouandel. Les importantes quantités de pluies enregistrées depuis septembre passé ont rempli d'une manière précoce à 100 % ce barrage et le volume emmagasiné a commencé le 19 octobre passé à dépasser la retenue du barrage soit plus de 200 mètres ayant nécessité le même jour le lâcher de 578 000 m³, a précisé ce responsable. Les lâchers se sont ensuite poursuivis du fait des pluies considérables recueillies par le bassin versant du barrage couvrant la wilaya de Mila et des wilayas voisines, a-t-il ajouté. Durant la saison 2017/2018, les quantités d'eau lâchée avaient atteint 476 375 000 m³, a encore souligné le même cadre qui a prévu la poursuite jusqu'au mois de juin de l'augmentation des quantités d'eau reçues par le barrage géant de Béni Haroun.

APS

Libye

Les appels se multiplient à l'ONU pour une trêve humanitaire

■ Les appels se multiplient à l'ONU en vue de parvenir à un cessez-le-feu humanitaire en Libye, notamment face à des «bombardements aveugles» qui font «beaucoup de victimes» dans la banlieue de Tripoli, a indiqué un porte-parole de l'ONU.

Par Farid M.

mois-ci.

Le Royaume-Uni a notamment présenté au Conseil de sécurité des Nations unies un projet de résolution visant à exiger un cessez-le-feu, et à demander aux pays qui disposent d'une influence sur les parties en conflit de faire pression sur celles-ci pour qu'elles respectent une trêve. La semaine dernière, le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres a appelé à une cessation des combats. Il se trouvait d'ailleurs en Libye lorsque les affrontements ont éclaté au début du mois. Stéphane Dujarric, porte-parole de M. Guterres, a déclaré mardi que le représentant spécial du secrétaire général pour la Libye, Ghassan Salamé, avait réitéré son appel à une trêve humanitaire. Lors d'un point de presse, M. Dujarric a indiqué que M. Salamé avait rencontré lundi plusieurs représentants libyens qui avaient appelé à la fin des hostilités et à la reprise du dialogue. Leur appel a de fait été signé par une centaine d'universitaires, de militants de la société civile, de journalistes, d'hommes politiques et de représentants d'organisations féminines de Libye. «La Mission d'appui des Nations unies en Libye (Manul) condamne l'utilisation accrue d'armes lourdes et les bombardements aveugles qui ont endommagé des habitations civiles, des écoles et des infrastructures», a affirmé le porte-parole. De nombreuses familles fuyant les zones de conflit se dirigent en ce moment vers le centre de Tripoli et ses environs immédiats. Plus de 14 000 déplacés ont cependant cherché refuge en dehors de la capitale, se rendant notamment à Tadjoura, Al-Maya, Ain Zara et Tarhouna, a-t-il ajouté. Les combats ont éclaté lorsque des troupes conduites par Khalifa Haftar ont lancé une offensive sur la capitale libyenne un peu plus tôt ce

Au moins 2 civils tués dans des tirs de roquettes sur Tripoli

Au moins deux civils ont été tués et quatre autres blessés mardi soir dans des tirs de roquettes sur la capitale libyenne Tripoli, cible depuis le 4 avril d'une offensive meurtrière du maréchal Khalifa Haftar, selon un bilan préliminaire annoncé par le porte-parole des services de secours, Oussama Ali. Au moins sept puissantes explosions ont secoué le centre de la ville, selon des journalistes de l'AFP. Des colonnes de fumée se sont élevées peu après au-dessus du quartier d'Abou Slim dans le sud de la capitale, touché par plusieurs roquettes, selon des témoins. C'est la première fois que le centre de la capitale est touché par les combats qui marquent d'habitude une pause à la tombée de la nuit. Les tirs de roquettes n'ont pas été revendiqués. Au moins 174 personnes ont été tuées et 758 blessées, dont des civils, depuis le lancement le 4 avril d'une offensive de l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Haftar pour conquérir Tripoli, selon un bilan de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) arrêté dans la mati-



née. A Genève, le porte-parole de l'OMS, Tarik Jasarevic, a précisé qu'au moins 14 civils avaient été tués et 36 blessés dans les combats. Les combats ont fait plus de 18 000 déplacés, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha). Des combats violents opposent depuis le 4 avril en banlieue sud de Tripoli les forces du Gouvernement d'union nationale (GNA), reconnu par la communauté internationale, à l'ANL autoproclamée du maréchal Haftar. En plus des combats au sol, les deux camps mènent quotidiennement des raids aériens et s'accusent mutuellement de viser des civils.

Des manifestants en gilets jaunes contre le «soutien» de la France à Haftar

Des dizaines de manifestants libyens, dont la plupart portant des gilets jaunes, ont manifesté mardi à Tripoli pour protester

contre le «soutien» de la France à Khalifa Haftar dont des milices mènent une offensive contre la capitale libyenne, ont rapporté des médias. Les manifestants portaient les gilets jaunes en référence au mouvement de protestation populaire des «gilets jaunes» en France. «La France doit cesser de soutenir le rebelle Haftar en Libye», «la France fournit des armes aux rebelles pour le pétrole», ont écrit les manifestants sur des pancartes et des banderoles brandies le temps de rassemblement. C'est sur la place d'Alger, sise au cœur de Tripoli, que les manifestants ont appelé à rompre les relations diplomatiques avec les pays qui «appuient l'agression», en référence à l'offensive de Haftar sur la capitale libyenne. «L'appui fourni par ces pays à Haftar est une déclaration de guerre à la Libye», ont scandé les manifestants cités par l'AFP. La France a été accusée auparavant par le gouvernement d'union nationale

(GNA) libyen de soutenir Haftar, même si une source diplomatique avait indiqué le 8 avril que «Paris n'avait aucun plan caché pour placer au pouvoir Haftar», auquel elle «ne reconnaît aucune légitimité s'il prenait le contrôle de Tripoli par les armes». Le GNA accuse Paris de bloquer notamment des résolutions condamnant l'offensive au Conseil de sécurité de l'ONU ou à l'Union européenne. «Il y a des divergences dans la position européenne, en raison du différend entre la France et l'Italie (sur la Libye)», a déclaré lundi le ministre des Affaires étrangères du GNA, Mohamad Tahar Siala, alors que Rome affiche clairement son soutien au GNA. Débutant le 4 avril, les affrontements entre les hommes de Haftar et les forces du GNA ont fait selon le dernier bilan donné par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), 174 personnes et 758 blessées, dont des civils.

F. M./APS

Maroc / Hirak du Rif

Des associations dénoncent la «répression aveugle» du Makhzen

Un collectif de 70 associations et syndicat a dénoncé dans une tribune publiée par «L'Humanité» la «répression aveugle» du Makhzen suite à la confirmation vendredi des peines à l'encontre des militants du Hirak du Rif. Dans la nuit du vendredi, 5 avril 2019, le verdict en appel du procès des militants du Hirak du Rif a confirmé des peines, allant jusqu'à vingt ans de prison ferme contre des militants du mouvement populaire qui se sont soulevés dans la région du Rif au Maroc. «Alors que les militants jugés ont porté pacifiquement durant des mois des revendications sociales, économiques, culturelles et politiques les plus élémentaires (droit à la digni-

té, à la santé, à la reconnaissance effective de la langue amazighe, au désenclavement de la région du Rif)», la réponse du Makhzen marocain a été, comme à son habitude, la répression aveugle et la militarisation renforcée du Rif», a noté le collectif formé d'associations maghrébines (Algérie, Maroc et Tunisie) et européennes, dont la plupart est française. Pour ces ONG, le jugement «démontre pour la énième fois l'absence d'un Etat de droit et d'une justice sociale et démocratique», ajoutant que le combat des Marocains «s'inscrit aussi en résonance avec les luttes pacifiques menées dans l'ensemble de l'espace maghrébin, en particulier celle du

peuple algérien, pour un Maghreb des peuples pluriel, de la dignité, de la démocratie et de la solidarité». Les signataires du texte appellent, à cet effet, l'ensemble des démocrates, des femmes et des hommes épris de justice à «exprimer leur indignation face à ce déni de justice», exprimant sa «totale solidarité» avec le combat des prisonniers du Hirak et leurs familles «pour la dignité, la justice sociale et la démocratie». Le collectif déclare soutenir «toutes initiatives pacifiques pour la libération immédiate des prisonniers du Hirak du Rif, des prisonniers des autres mouvements sociaux et des prisonniers politiques et d'opinion au Maroc». **Amel O.**

Tunisie

«L'Etat ne peut pas supporter à lui seul le coût de la volatilité des prix des hydrocarbures»

«L'Etat ne peut pas supporter à lui seul le coût de la volatilité des prix des hydrocarbures, au risque de compromettre gravement l'investissement, les transferts sociaux et les autres priorités vitales du pays», a déclaré mardi le ministre tunisien des Finances. Lors d'un point de presse sur les raisons des récentes augmentations des

prix des carburants, le ministre des Finances Réda Chalghoum a expliqué que «nous procédons chaque trimestre, à une évaluation de l'évolution des prix des carburants, à l'échelle internationale, pour identifier la charge qui pourrait être supportée par l'Etat et décider de la nécessité ou pas de recourir à une régulation des prix». Et d'insister qu'à ce titre,

«nous sommes pour l'organisation d'un débat national sur l'endettement et si tout le monde s'accorde sur l'option de s'endetter davantage, pour ne rien augmenter en contrepartie (...) nous serons d'accord sur cette option». «Mais ce qui est sûr, a-t-il poursuivi, c'est que l'Etat fait aujourd'hui de son mieux, pour atténuer le fardeau du citoyen et

honorer ses engagements prioritaires en termes de remboursement de ses dettes, de paiement des salaires, de développement, etc.». Evoquant la dernière augmentation des prix des hydrocarbures, le ministre a appuyé que le gouvernement était contraint de procéder à la sorte pour ainsi minimiser les effets de l'évolution des prix internationaux. «Nous

sommes dans une démocratie, il y a des décisions qui ont été prises conformément à la loi de finances en vigueur», a-t-il noté. «La société civile et les citoyens ont réagi et nous comprenons les préoccupations des uns et des autres à moins que nous sommes, aussi, dans l'obligation de répondre à certaines priorités», a-t-il ajouté. **R. M.**

Renault Algérie

Nouvelle Dacia Sandero Stepway Techroad



Animée par Ali Zidane

Le Groupe Renault lance la Nouvelle Dacia Sandero Stepway Techroad, une série limitée suréquipée de ce modèle

phare, disponible auprès de

la Dacia Sandero Stepway Extrême, cette nouvelle série limitée est proposée avec la caméra de recul, la climatisation régulée et le système multimedia MediaNav Evolution 7" compatible avec Apple CarPlay et Android Auto.

Côté design, Dacia Sandero Stepway Techroad témoigne plus de caractère, notamment grâce à son pack extérieur & intérieur «Techroad» qui se compose de nouvelles coques de rétroviseurs «noir grand brillant», décorées d'insertions en rouge ainsi que de nouveaux enjoliveurs Flexwheel 16" biton «Sparkling Silver et Gris Erbe», distingués d'un cabochon rouge. A l'intérieur, nous retrouvons une sellerie inédite, habillée d'élégantes bandes rouges, créant un séduisant rappel avec le rouge qui compose le cerclage des aérateurs ainsi que les surpiqures des sur-tapis avant et arrière, Dacia Sandero Stepway Techroad est commercialisée dans l'ensemble des couleurs déjà disponibles sur le modèle, en plus de deux nouvelles teintes

inédites «gris highland» & «rouge fusion». Etant produite en Algérie et conformément à la réglementation, les clients peuvent recourir au crédit à la consommation pour faire son l'acquisition. Pour les tarifs, la version essence est proposée au prix de 1 729 000 DA tandis que la version diesel est affichée au prix de 1 909 000 DA.

Groupe PSA

Peugeot produira la 405 en Azerbaïdjan



Le gouvernement d'Azerbaïdjan vient d'annoncer le début de la production de la Peugeot 405. Non, vous ne rêvez pas, Peugeot va bien produire la berline à trois volumes dans une version unique à boîte automatique au sein de l'usine avec l'aide du constructeur Khazar.

Après l'Iran, l'Asie centrale. Décidément, la Peugeot 405 n'a pas d'envie de retraite. La berline au lion, qui a plus de trente ans, est de nouveau produite en Azerbaïdjan, et le constructeur, qui l'assemble sur place avec la marque Khazar. La curiosité veut que cette auto s'appelle en fait «Peugeot Khazar 406», alors que c'est bien une plateforme de 405. Depuis 1987, la berline a

largement été modernisée : climatisation automatique, sièges avant électriques, prises USB ou encore... radar de recul. Evidemment, étant sur une base de Peugeot 405, il ne faut pas trop s'attendre à des miracles en termes de mécanique. Oubliez les moteurs modernes Puretech et autres BlueHDI, ici, ce sont des blocs essence de l'ancienne époque Peugeot, d'une centaine de chevaux. L'usine produira 1000 unités par an de la «Khazar 406», et puisqu'elle vient d'ouvrir, il est clair que la retraite de la berline au lion n'est pas toute proche. La présence de Peugeot dans cette partie du globe n'est pas due au hasard puisqu'elle est stratégique, notamment en termes d'export (Asie, Russie).

l'ensemble des distributeurs agréés de Dacia en Algérie, dans ses 2 motorisations :

- Essence 1.6 MPI 80 CH
- Diesel 1.5 dCi 85 CH

En plus des nombreuses options déjà intégrées de série à

Groupe Renault

Inauguration d'un nouveau Centre Design à Shanghai

La Direction du design du Groupe Renault, déjà présente en France, en Roumanie, en Corée, au Brésil et en Inde, poursuit sa stratégie d'internationalisation avec l'ouverture d'un nouveau centre de design à Shanghai. La création du «Renault Design Center Shanghai» permettra de penser et concevoir les futurs modèles du Groupe Renault au plus près des attentes des clients chinois.

«Notre nouveau studio design à Shanghai soutient pleinement la stratégie de conquête du marché chinois du Groupe Renault. Nous planifions de recruter une vingtaine de designers locaux dans les prochains mois. Ces talents nous aideront à anticiper les attentes des clients chinois.

«Renault Design Center Shanghai» sera un acteur majeur de la conception des futurs produits locaux. Il contribuera aussi aux projets globaux du Groupe Renault», souligne Laurens van den Acker, directeur du design industriel du Groupe Renault.

Le centre design Renault de Shanghai couvrira tous les métiers du design automobile :



design extérieur, intérieur, couleurs et matières, UX design (1) et UI design (2). Placés au cœur de la ville de Shanghai et de sa dynamique de création, les designers exploreront les dernières tendances pour répondre aux attentes des clients chinois, aussi bien en matière de style que d'innovation technologique.

Les designers du centre de Shanghai, au même titre que les designers des autres centres de design, pourront participer aux compétitions stylistiques internes menées sur l'ensemble des projets du Groupe Renault.

Toutes les études autour de futurs projets bénéficieront d'une approche multiculturelle et créative grâce aux 32 nationalités présentes au sein de la Direction du design.

La création d'un nouveau centre design au cœur de Shanghai vient soutenir la stratégie d'expansion du Groupe Renault en Chine. Plus important marché automobile mondial depuis 2009 et 4^e marché automobile pour le Groupe Renault en 2018, la Chine est l'un des piliers majeurs du plan stratégique «Drive the Future».

Salon de l'automobile de Shanghai 2019

Mercedes dévoile le Concept GLB

La famille de SUV Mercedes va s'agrandir dans quelques mois avec le GLB, doté de 7 places. La marque en donne un avant-goût avec ce concept-car. Entre le GLA et le GLC, Mercedes a jugé qu'il y avait de la place pour un GLB ! Ce nouveau modèle rejoindra les concessions dans quelques mois. Pour nous faire patienter, la marque a levé le voile sur ce concept, proche de la série, à l'occasion du Salon de Shanghai.

L'étude de style mesure 4,63 mètres de longueur, soit seulement trois centimètres de moins que le GLC ! Est-ce le modèle de trop ? On a tendance à le croire. Mercedes nous a toutefois habi-

tués aux doublons, avec par exemple une Classe A berline et une CLA !

Afin d'éviter la cannibalisation, Mercedes a bien étudié le positionnement du GLB pour qu'il se distingue du GLC. Cela passe déjà par le look, cubique. Le GLB prend des allures de petit GLS, en assumant un aspect très carré, qui symbolise la robustesse. La calandre est bien droite face à la route, le capot quasi plat et la partie arrière est verticale. Le décroché au niveau du vitrage latéral apporte une petite touche d'originalité. Le concept adopte un aspect aventurier, avec des pneus épais et des projecteurs sur le toit.

Surtout, le GLB va se distin-

guer du GLC par la possibilité d'embarquer 7 personnes. En fait, il prend la place dans la gamme d'un Classe B allongé ! On trouve en deuxième rangée une banquette coulissante, avec des dossiers séparés selon le format 40/20/40, afin de faciliter l'accès aux places du fond. Si le GLB fait quasiment la taille du GLC, il est intégré à la famille des compactes de Mercedes. La planche de bord est ainsi en bonne partie celle de la Classe A. On retrouve les aérateurs ronds et les deux écrans 10,25 pouces en enfilade. Sous le capot de ce concept, il y a un quatre cylindres 2,0 litres turbo de 224 ch, couplé à une boîte double embrayage 8 rapports et



à la transmission intégrale 4MATIC. En mode de conduite classique, 80% du couple est envoyé à l'avant. En Sport, c'est 70%. En mode tout-terrain, la

répartition est 50/50. La variante de série sera disponible en simple traction. Elle sera présentée à l'avant. Elle sera présentée à la rentrée au Salon de Francfort.



Arabie saoudite

Report du procès de militantes saoudiennes des droits humains

■ Un tribunal saoudien a reporté hier une importante audience dans le procès de 11 militantes des droits humains, quelques jours après l'annonce de nouvelles arrestations qui suscitent des critiques internationales.

O nze femmes, dont la militante Loujain al-Hathloul, qui a accusé ses interrogateurs d'abus sexuels et de torture pendant près d'un an en détention, sont jugées notamment pour contacts avec des médias étrangers, des diplomates et des organisations de défense des droits humains. Un panel de trois juges d'un tribunal pénal de Ryad devait répondre aux arguments de la défense, présentés par ces femmes au début du mois. Mais, hier matin, des policiers ont bloqué l'entrée aux journalistes et aux diplomates en annonçant que l'au-

dience était reportée. Aucune explication n'a été donnée et personne n'a su immédiatement quand le procès reprendrait. «Nous apprenons que le procès #WomensRightsDefenders ne s'est pas tenu aujourd'hui pour des raisons qui ne sont pas connues», a déclaré sur Twitter ALQST, organisation basée à Londres et active sur les questions de droits humains en Arabie saoudite. Les autorités de Ryad ont fait l'objet de pressions occidentales pour qu'elles libèrent ces militantes, dont la plupart ont été arrêtées il y a près d'un an dans le cadre d'une

campagne de répression ayant précédé la levée historique d'une interdiction de conduire pour les femmes. Trois d'entre elles – la blogueuse Eman al-Nafjan, la professeure retraitée Aziza al-Youssef et une autre universitaire, Rokaya al-Mohareb – ont été libérées le 28 mars au lendemain de la deuxième audience du procès. Il s'agissait d'une libération temporaire qui ne les dispense pas d'assister au procès. Début avril, les autorités saoudiennes ont arrêté au moins neuf écrivains, universitaires et blogueurs, dont deux ressortissants saoudo-américains, qui avaient pris position en faveur des militantes jugées, selon des activistes. Les familles des personnes nouvellement arrêtées sont «très inquiètes» car elles n'ont reçu aucune information sur le sort des détenus, a indiqué à l'AFP une source judiciaire. Hier, le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo a affirmé avoir pressé le royaume saoudien de libérer les citoyens américains. M. Pompeo, qui d'ordinaire se montre prudent lorsqu'il fait part d'inquiétudes concernant l'Arabie saoudite, alliée de Washington, a dit avoir personnellement parlé avec des responsables saoudiens «de chaque Américain dont nous savons qu'il a été arrêté à tort». Les autorités saoudiennes n'ont fait aucune déclaration sur les arrestations. Cette vague de répression est la première depuis l'assassinat en octobre de l'éditorialiste et opposant



PH. > D. R.

saoudien Jamal Khashoggi au consulat du royaume à Istanbul, qui a suscité un tollé sans précédent à travers le monde. «Les autorités saoudiennes doivent mettre fin au malheur des militantes et de leurs familles. Elles doivent immédiatement les libérer et abandonner les charges ridicules qui pèsent contre elles», a déclaré à l'AFP Samah Hadid, directrice des campagnes d'Amnesty International au Moyen-Orient. «Le monde entier suit le procès et maintiendra la pression jusqu'à ce que les femmes soient libérées», a-t-elle ajouté. Plusieurs accusés envisagent de demander aux

juges de convoquer les contacts étrangers cités dans les chefs d'accusation, dont des journalistes et des diplomates, pour témoigner au procès, selon une source qui suit de près les audiences. Des membres de la famille de Loujain al-Hathloul, basés à l'étranger, ont déclaré subir des pressions de la part de personnes proches de l'Etat saoudien pour qu'ils gardent le silence sur son traitement en détention. Des proches de l'establishment saoudien ont averti que les critiques publiques des membres de famille pourraient prolonger la détention des militantes. Rosa C.



Impuissance

Clientélisme

Par Fouzia Mahmoudi

D epuis des décennies, l'Union européenne est toujours restée dans l'ombre des États-Unis en ce qui concerne le dossier israélo-palestinien, suivant le pas de Washington et tenant presque toujours le même discours que celui de la Maison-Blanche. Pourtant, l'arrivée de Donald Trump au pouvoir aux États-Unis a changé la donne. En effet, le président américain n'a jamais caché son amitié pour Benyamin Netanyahu, ne se contentant pas de mots, comme pouvait le faire également George W. Bush, mais prend des décisions unilatérales qui portent atteinte à la possibilité même d'une paix prochaine dans la région. Reconnaisant cela, les Européens ont ainsi décidé de mener désormais leur propre politique sur ce dossier épineux, menant l'Union européenne à refusé de reconnaître la souveraineté d'Israël sur le plateau du Golan. Par ailleurs, la cheffe de la diplomatie européenne au Parlement européen, Federica Mogherini, a jugé dangereuse la volonté de modifier le tracé des frontières manu militari. «L'UE ne reconnaît pas la souveraineté d'Israël sur les territoires occupés et cette position, réitérée maintes fois, s'applique pour le plateau du Golan annexé en 1967 par l'État hébreu», a-t-elle déclaré lors d'un débat avec les eurodéputés réunis à Strasbourg pour leur dernière plénière avant les élections européennes. «Modifier des frontières manu militari est une idée dangereuse. Les normes internationales doivent être respectées», a-t-elle insisté. 37 anciens ministres des Affaires étrangères et dirigeants européens, dont le Belge Guy Verhofstadt, chef du groupe de l'Alliance des Libéraux et démocrates européens (ALDE), ont demandé cette semaine par lettre à Federica Mogherini de réaffirmer la position de l'UE pour contrer Donald Trump. Le président américain s'est prononcé le 21 mars en faveur de la reconnaissance de la souveraineté d'Israël sur le Golan, une décision en rupture avec la position des États-Unis depuis des décennies. «L'Union européenne considère Israël et les Israéliens comme des amis et des partenaires. Elle considère l'Autorité palestinienne et les Palestiniens comme des amis et des partenaires. Elle considère l'administration américaine et les Américains comme des amis et des partenaires. Réaffirmer notre position de manière claire et unie ne signifie pas être hostile à des interlocuteurs qui ont entre-temps changé leur fusil d'épaule», a-t-elle soutenu en réponse à des critiques formulées par des élus. Federica Mogherini a également réitéré le soutien de l'UE à la reconnaissance de deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte dans la paix et dans des frontières reconnues et sûres, avec Jérusalem comme capitale. «Abandonner la solution des deux États n'apportera que le chaos au Proche-Orient», a-t-elle averti. «L'UE est très claire sur sa position et appelle à de nouvelles négociations de paix», a-t-elle insisté. «Le processus de paix n'existe plus, mais nous voulons tenter de le relancer», a-t-elle conclu. Toutefois, si cette position devrait être favorablement accueillie par l'Autorité palestinienne, le prochain gouvernement de Benyamin Netanyahu ne devrait pas y souscrire au contraire. Et d'ailleurs, pourquoi devrait-il le faire puisqu'il a dans sa poche le président de la première puissance mondiale qui semble décidé à octroyer à Israël tous les droits au Proche-Orient ? L'UE doit plutôt tenter de raisonner Donald Trump en priorité, pour le convaincre que son attitude de clientélisme envers Israël risque de créer une situation difficilement réparable et avec laquelle devront vivre des générations de Palestiniens. F. M.

Cuba

Washington va autoriser des plaintes contre des entreprises étrangères présentes

L es Etats-Unis vont ouvrir la voie à des milliers d'actions en justice contre des entreprises étrangères, notamment européennes, présentes à Cuba, en décidant d'appliquer une loi vieille de plus de deux décennies qui risque d'affaiblir l'économie de l'île. Un responsable de l'administration Trump a indiqué mardi que le conseiller à la Sécurité nationale de la Maison-Blanche, John Bolton, annoncerait cette semaine lors d'un discours à Miami «l'application du chapitre III de la loi Helms-Burton» de 1996. Systématiquement gelé jusque-là par Washington pour ne pas froisser ses alliés, ce texte permet théoriquement, notamment aux exilés cubains, de poursuivre devant les tribunaux fédéraux américains les entreprises qui ont réalisé des gains grâce à des sociétés nationalisées après la révolution de 1959 dans l'île des Caraïbes. Une mauvaise nouvelle pour les partenaires économiques du régime socia-

liste, au premier rang desquels se trouve l'Union européenne. «Cela va créer encore plus de confusion pour les investissements étrangers, qui aident à la création d'emplois et la prospérité à Cuba», a déclaré à la presse l'ambassadeur européen à La Havane, Alberto Navarro, ajoutant «déplorer profondément» cette décision. Les Etats-Unis veulent maintenir la pression sur Cuba, dont ils accusent les autorités de soutenir le régime socialiste de Nicolas Maduro au Venezuela. Lors de l'adoption de la loi Helms-Burton en 1996, le département d'Etat américain avait estimé qu'il existait jusqu'à 200 000 plaintes potentielles, qui ont donc été gelées et pourraient être remises en selle lorsque le chapitre III sera pleinement activé. Selon le Conseil économique et commercial des Etats-Unis et de Cuba, un groupe basé à New York qui appuie les relations commerciales entre les deux adversaires, les plaintes dans le cadre du Titre III pourraient viser

des entreprises dont les chiffres d'affaires combinés atteindraient 678 milliards. D'après le groupe, parmi les entreprises qui pourraient faire l'objet de poursuites potentielles figurent les compagnies aériennes américaines Delta, American Airlines et United, des chaînes hôtelières comme Marriott et Accor et d'autres firmes comme Pernod Ricard et Huawei. L'ex-président démocrate Barack Obama avait renoué des relations diplomatiques avec Cuba en 2015 après un demi-siècle de rupture. Mais à son arrivée à la Maison-Blanche, son successeur républicain Donald Trump a durci le ton et donné un tour de vis aux restrictions imposées à l'économie cubaine. Des élus républicains qui militent de longue date pour des actions plus dures contre Cuba se sont réjouis des signaux adressés depuis janvier par l'administration Trump sur une évolution vers l'application entière de la loi Helms-Burton.

Mois du patrimoine à Ouargla

Davantage d'efforts pour prendre en charge les bâtisses du vieux ksar

■ La situation de plusieurs bâtisses, notamment celles menaçant ruine, du vieux ksar de Ouargla, demeure en quête d'une prise en charge urgente susceptible d'épargner l'éventuel effondrement de certaines parties de ce site ancestral, a estimé, mardi, l'association pour la culture et le patrimoine de ce ksar.

Par Adéla S.

Cet état de dégradation a affecté pratiquement 35% du bâti composant ce patrimoine séculaire, constituant ainsi un vrai danger pour les occupants, du fait des fissurations provoquées par les importantes pluies, à l'instar des dernières précipitations ayant engendré l'effondrement de parties du ksar classé patrimoine national, dont une bâtisse dans l'enceinte du vieux marché ayant provoqué une large panique parmi les citoyens, a expliqué le président de l'association.

Hocine Boughaba a relevé qu'en dépit des efforts et interventions entrepris par les instances locales concernées, cette dégradation pèse lourdement sur la santé des occupants.

Ce vieux site peuplé avait, rappelle-t-il, bénéficié ces dernières années d'un programme commun des ministères de la Culture et de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, portant réalisation de travaux urgents à travers la réhabilitation des façades du ksar, la restauration graduelle des ruelles, des places publiques et de plus de 150 bâtisses des quartiers de Béni-Ouaguine, Béni-Sissine et Béni-Brahim.

Le programme, qui a accusé un retard dans son exécution, suite au non-achèvement des procédures administratives nécessaires, a poussé les occupants à opérer diverses interventions et restaurations non étudiées qui ont influé négativement sur plusieurs pans et composantes du ksar.

Parmi elles, des actions démesurées ayant touché les toitures, les murailles, le ravalement, les réfections individuelles,

susceptibles d'affecter l'entrelacement des bâtisses et de hâter la dégradation et l'éventuel effondrement de certaines parties du ksar, a expliqué M. Boughaba.

De nombreuses opérations de réhabilitation et de restauration ont été retenues ces dernières années en faveur du ksar de Ouargla, dans le cadre du plan permanent de préservation et de valorisation des secteurs sauvegardés, avec le concours d'associations locales.

Entre autres opérations, la rénovation des réseaux d'assainissement et d'eau potable, ainsi que le renforcement des réseaux d'électrification et de l'éclairage public, dans le but de prendre en charge les préoccupations des occupants et l'amélioration de leurs conditions de vie.

Ces actions ont été confortées également par des opérations de restauration de mosquées, zaouïas, places publiques, les sept portes du ksar, les façades, en plus de la réhabilitation de la place des Martyrs, selon la même source.

Oran : exposition prochaine sur les moulins



à travers le monde

Le musée public national «Ahmed-Zabana» d'Oran organisera, à partir de demain, pour la première fois, une exposition sur les moulins à travers l'histoire à l'occasion de la célébration du mois du patrimoine, a-t-on appris auprès de cet établissement.

L'exposition, qui se poursuivra jusqu'au 2 mai prochain, vise à informer le public sur l'évolution du moulin, ses étapes, ses genres et domaines d'utilisation depuis la préhistoire, a-t-on indiqué auprès du service programmation des activités de cet établissement culturel.

Le musée d'Oran exposera des collections de moulins conservés aux sections «Ere ancienne», «Préhistoire» et «Ethnographie» qui mettent en exergue l'intérêt de l'homme pour ce moyen de broyage.

A l'occasion de la célébration

du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), le musée «Ahmed-Zabana» a prévu une deuxième exposition le 2 mai prochain sur les collections muséales de l'époque punique.

Batna : deux concours sur le patrimoine lancés par l'Association des amis d'Imedghassène

Deux concours sur le patrimoine ont été lancés par l'Association des amis d'Imedghassène de Batna, à l'occasion du mois du patrimoine (18 avril/18 mai), de concert avec la direction de wilaya de la culture, l'université Batna-2 et la radio locale, a indiqué mardi son président, Azzedine Guerfi.

Placé sous le slogan «Aurès, fier de mon patrimoine», le pre-

mier concours destiné aux plus de 16 ans concerne les courts métrages tandis que le second, réservé aux 12-14 ans, porte sur les émissions radiophoniques et est baptisé «graines de journalistes».

«L'objectif de l'initiative est de faire connaître et valoriser le patrimoine culturel de la région des Aurès et les meilleures œuvres seront diffusées sur radio Batna et les réseaux sociaux», a précisé Guerfi.

En 2012, la même association a organisé un concours de la meilleure photographie ouvert au 12-14 ans et les photos réalisées avaient été rassemblées dans une exposition ayant sillonné plusieurs wilayas du pays, a ajouté le responsable de l'association des amis d'Imedghassène.

A. S./APS

Khenchela

Les ouvrages «Voyage dans les dédales de la mémoire» et «L'art d'enseigner» présentés au public

Les deux nouvelles parutions «Voyage dans les dédales de la mémoire» de Othmane Dhif et «L'art d'enseigner» de Abdelhafidh Bouzekri ont été présentées mardi au public à la bibliothèque principale de Khenchela.

Le long de 133 pages, Othmane Dhif raconte ses souvenirs d'enfant ayant vécu la révolution qu'il transmet à son petit-fils avec

tout leur lot de souffrances ineffables et de sacrifices immenses face au colonialisme.

L'auteur a annoncé à l'occasion la prochaine sortie d'un nouvel ouvrage «philosophique» intitulé «Le paradis, l'enfer et les idées entre les deux» qui traitera les déviations de la religiosité de certains qui prétendent décider lequel sera envoyé en enfer et celui qui sera absout. Le second livre pré-

senté traite sur 140 pages les méthodes didactiques anciennes et nouvelles et sera suivi, assure Abdelhafidh Bouzekri, par un second tome plus orienté vers la pratique.

La rencontre littéraire de présentation de ces ouvrages, tenue à l'occasion de la journée nationale du Savoir, a été suivie par de nombreux intellectuels et enseignants.

Racim C.

Pays-Bas

Deux œuvres de Vincent Van Gogh, volées il y a 16 ans, à nouveau exposées

Deux chefs-d'œuvre du peintre néerlandais Vincent van Gogh, volés il y a plus de 16 ans au musée Van Gogh d'Amsterdam, seront à nouveau exposés cette semaine après avoir subi une restauration complète, ont annoncé mardi les conservateurs.

Les tableaux «Vue de la mer de Scheveningen» (1882) et «Sortie de l'église réformée de Nuenen» (1884-1885) étaient

visibles au musée Van Gogh à partir d'hier, a indiqué son directeur, Axel Rueger.

«Les restaurateurs ont fait un travail fantastique et les peintures pourront désormais être admirées dans toute leur splendeur», s'est réjoui M. Rueger dans un communiqué.

Les deux tableaux, dont la valeur s'élevait à plusieurs millions d'euros, avaient été dérobés en 2002 par des malfaiteurs qui

avaient eu recours à une simple échelle pour gagner le toit du célèbre musée d'Amsterdam. Ils avaient ensuite utilisé une corde pour pénétrer dans le bâtiment hautement sécurisé, avant de s'enfuir avec leur butin.

Les enquêteurs italiens avaient retrouvé les œuvres en septembre dernier, lors de la perquisition d'une demeure qui avait appartenu à un responsable de la mafia, Raffaele

Imperiale, à Castellammare di Stabia, au sud-est de Naples.

«Vue de la mer de Scheveningen» a été endommagé lors du vol, avec «un morceau conséquent de peinture manquant dans le coin inférieur gauche du tableau», a indiqué le musée Van Gogh.

Le tableau «Sortie de l'église réformée de Nuenen» a quant à lui été à peine endommagé. Les restaurateurs ont toutefois dû

enlever une couche de vernis vieillissant aux teintes jaunâtres, probablement appliquée par Van Gogh lui-même.

Les deux peintures ont également reçu de nouveaux cadres, les anciens ayant été perdus lors du vol.

Fondé en 1973, le musée Van Gogh d'Amsterdam abrite la plus grande collection au monde d'œuvres du maître post-impressionniste.

R. C.



USM Alger Haddad dément sa volonté de vendre le club

LE VICE-PRÉSIDENT de l'USM Alger (Ligue 1 de football) Rebbouh Haddad a qualifié de «spéculations» les dernières informations faisant état de la vente des actions du capital du club, dont le frère Ali détient la majorité. «Ce ne sont que des spéculations colportées ça et là. Nous avons un service de communication à travers lequel nous rendons publiques des informations relatives à l'actualité du club. Au risque de me répéter, il ne s'agit que de rumeurs», a affirmé le N.2 de l'USMA. L'actuel leader du championnat fait face actuellement à une crise financière qui a alimenté toutes les rumeurs. Des informations ont même circulé dans les réseaux sociaux à propos d'une éventuelle reprise du club par des investisseurs qatariens, vite démenties par la direction de l'USMA. «Je ne peux pas avancer dans mes déclarations puisque le président (Ali Haddad, ndr) est actuellement absent. C'est lui seul qui pourra décider», a-t-il

ajouté. Ali Haddad, patron du groupe ETRHB et ancien président du Forum des chefs d'entreprise (FCE), a été mis en détention provisoire de 30 jours. Il a été appréhendé au poste frontalier d'Oum Teboual alors qu'il s'apprêtait à se rendre en Tunisie, en possession de deux passeports ainsi que de la somme de 5 000 euros et 100 dollars alors que la législation en matière de change stipule qu'au-delà de 1 000 euros, le voyageur est tenu de faire une déclaration à l'entrée et à la sortie des frontières du pays. La difficulté financière de l'USMA risque de s'aggraver avec le retrait du principal sponsor du club, l'opérateur de téléphonie mobile Djezzy, après 14 années de collaboration. Les responsables de Djezzy ont demandé, via un mail adressé à l'USMA, que leur logo ne soit plus floqué sur les maillots des joueurs, alors que les enseignes publicitaires du stade Omar-Hamadi doivent être retirées aussi.

JS Kabylie Guerre des tranchés entre les dirigeants

■ Rien ne va plus entre le président de la JS Kabylie, Mohamed Chérif Mellal, et les membres du club amateur.

Par Mahfoud M.

En effet, ces derniers ont tenu récemment une réunion pour demander au premier responsable du club d'appliquer ce qui a été convenu avec lui, à savoir, mettre sur table la somme de cinq milliards de DA pour pouvoir emmener le club au sommet et réussir une saison exceptionnelle. Il faut savoir que les dirigeants du CSA avaient posé leurs conditions pour tous ceux qui avaient l'intention de reprendre le club après la destitution du précédent boss des Canaris, Moh Chérif Hannachi, débarqué par ces mêmes dirigeants. Le premier responsable du club kabyle n'a pas attendu longtemps pour répliquer aux membres du CSA, leur disant qu'il a mis tout au point au club et qu'il lui a donné un nouveau souffle alors qu'il était dans une situation difficile avec l'ancien président. Il a aussi apuré toutes les dettes, un très lourd fardeau pour le club, sachant qu'il a fait de grands sacrifices pour que le club atteigne les cimes et décroche la deuxième place qu'il a décrochée cette saison. «Je sais qui me veut du mal et je révélerais tout en son temps», a déclaré le président Mellal qui a avoué n'avoir rien contre le président du CSA, Sami Idras, qu'il respecte beaucoup d'autant plus



Mellal ne compte pas abdiquer

qu'il s'agit d'un président élu, mais qu'il est contre trois membres du CSA qui font tout pour le déstabiliser. Par ailleurs, et sur un tout autre volet, Mellal a annoncé que l'entrée au stade dimanche prochain lors du match face au MCO sera gratuite pour permettre à un plus grand nombre de supporters de s'y rendre pour soutenir l'équipe lors de ce match très important qui

permettra aux Canaris de se rapprocher de la première place du classement général et jouer donc toutes leurs chances pour disputer le titre que la JSK convoite, surtout que tout reste possible maintenant avec les faux pas concédés par le leader, l'USM Alger.

M. M.

Tennis / Fed Cup - Zone Europe-Afrique (Gr. 3) L'EN battue par Chypre

LA SÉLECTION algérienne dames de tennis s'est inclinée ce mardi face à son homologue chypriote sur le score de 2-0, lors de la première journée de la poule A de la Zone 1 de la Fed-Cup 2019, organisée du 15 au 20 avril en Finlande. Lors de la deuxième journée, qui devait se dérouler hier, l'équipe algérienne composée d'Amira Benaïssa, Yasmine Boudjadi et Inès Bekrar, devait affronter le Kosovo avant de jouer face respectivement à la Macédoine (18 avril) et le Congo (19 avril). D'habitude, les pays du groupe 3 étaient répartis en quatre poules (A, B, C et D), dont les vainqueurs disputaient directement les play-offs pour déterminer les deux nations qui accéderaient au groupe 2. Mais la répartition a changé depuis 2018, puisque la compétition se déroule désormais en deux Zones (A et B). Lors de cette édition 2019, les

matchs de la Zone A sont domiciliés à Helsinki (Finlande), alors que ceux de la Zone B se jouent à Ulcinj (Monténégro). La Zone A regroupe la Finlande, Chypre, l'Islande, le Kosovo, la Lituanie, Malte, la Macédoine, le Congo et l'Algérie, alors que la Zone B se compose de la Norvège, de l'Égypte, de l'Arménie, du Maroc, de l'Irlande, du Monténégro, du Kenya et de l'Ouganda. Les vainqueurs de chaque poule jouent directement les play-offs pour déterminer les deux nations (une nation de la Zone A et une de la Zone B) qui accèderont au groupe 2 de la Zone Europe - Afrique en 2020. Lors de l'édition 2018, disputée du 16 au 21 avril 2018 à El Menzah (Tunis), l'Algérie avait terminé 6^e au classement général. La Fed Cup est une compétition 100% féminine, considérée comme l'équivalent de la Coupe Davis chez les messieurs.

Tournoi international de Boxe «Nikolai Manger» Six pugilistes concourent en Ukraine

LA SÉLECTION algérienne masculine de boxe (seniors) prend part au tournoi international «Nikolai Manger», prévu du 16 au 20 avril à Kherson (Ukraine), a-t-on appris mardi du directeur technique national (DTN), Mourad Meziane. Sous la houlette des entraîneurs nationaux, Ahmed Dine et Slimane Belounis, l'équipe nationale, composée de six boxeurs, a entamé ce mardi ce tournoi international pour préparer les Championnats du monde et les Jeux africains 2019. Il s'agit de Mohamed Flissi (52 kg), Benbaaziz Reda (64 kg), Kramou Chemsedine (69 kg), Nemouchi Younes (75 kg),

Abdelhafid Benchabla (91 kg) et Chouaib Bouloudinats (+91 kg). Ce tournoi international sera ponctué par un stage de préparation en commun avec la sélection ukrainienne, prévu à partir du 22 avril dans la ville de Kharkiv. La participation de l'équipe nationale à ce tournoi s'inscrit, rappelle-t-on, dans le cadre du protocole d'accord entre les Comités olympiques algérien et ukrainien. De son côté, la sélection féminine (seniors) prendra part à un tournoi international en Pologne (28 avril-5 mai) en vue des prochaines échéances africaines et internationales.

Coupe d'Algérie (demi-finales aller) La JSMB bat l'Aigle Noir

La JSMB Béjaïa a pris une sérieuse option sur la qualification pour la finale de la Coupe d'Algérie de football, en battant l'ES Sétif sur le score de 2 à 1, mardi en demi-finale (aller) disputée au stade du 8-Mai-1945 de Sétif. Les buts de la rencontre ont été inscrits par Djahnit (61') pour l'ESS, alors que Niati (70') et Baiteche (89') ont marqué pour la JSMB. Les

Sétifiens, détenteurs du record de trophées avec le MC Alger et l'USM Alger (8 coupes), ont raté un nombre incalculable d'occasions de scorer notamment un penalty manqué par Bouguelmoua à la 58^e minute de jeu. Avec cette victoire en déplacement, la JSMB qui a sorti au tour précédent le Paradou AC, est en ballottage favorable avant le match retour, prévu le 23

avril au stade de l'Unité maghrébine de Béjaïa.

Par ailleurs, et pour ce qui est de la manche retour, elle aura lieu le 24 avril au stade de l'Unité Maghrébine de Béjaïa à 17h au lieu du 23 avril comme programmée précédemment, selon la Ligue de football professionnel (LFP) qui a communiqué cette nouvelle date mardi soir.

Coupe d'Algérie de la catégorie «Réserves» La finale USMH-RCR prévue le 4 mai

La finale de la Coupe d'Algérie 2019 de la catégorie «Réserves», initialement prévue le 20 avril courant au stade de Hydra, entre l'USM El Harrach et le RC Relizane, a été décalée au 4 mai prochain, a annoncé la Fédération algérienne de football (FAF). «La finale USM El Harrach - RC Relizane, initialement prévue le 20 avril courant est reportée au 4 mai prochain à 16h30», a encore précisé l'instance fédérale dans un communiqué. Cette rencontre était initialement prévue le same-

di 27 avril 2019, au stade Omar-Hamadi de Bologhine, où devaient se dérouler également les finales des moins de 17 ans et des moins de 20 ans. Les trois rencontres ont d'abord été avancées au 20 avril, avec délocalisation au stade de Hydra, avant que la finale des «Réserves» ne connaisse une nouvelle reprogrammation, en se voyant reportée au 4 mai prochain. La commission d'organisation de la Coupe d'Algérie a procédé à d'autres remaniements dans cette épreuve, notamment en ce

qui concerne les épreuves féminines, dont les finales des catégories U17 et U20 initialement prévues le samedi 27 avril courant, au stade Omar-Hamadi de Bologhine ont été avancées au 20 avril, également avec transfert de domiciliation au stade de Hydra. Les finales des moins de 17 ans (Garçons) et des seniors (Dames), se joueront quant à elles le samedi 27 avril courant, au stade Mustapha-Tchaker de Blida, alors qu'elle étaient initialement prévues au stade Omar-Hamadi de Bologhine.

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Pérou

Décès d'une balle dans la tête de l'ex-président Alan Garcia

L'EX-PRÉSIDENT péruvien Alan Garcia est décédé hier à l'hôpital des suites de ses blessures après s'être tiré une balle dans la tête au moment de son arrestation dans le cadre du scandale de corruption Odebrecht, a annoncé un dirigeant de son parti Omar Quesada. «Alan Garcia est décédé», a déclaré Omar Quesada, secrétaire général du parti de l'ancien chef de l'Etat. Alan Garcia a tenté de se suicider mercredi matin à Lima juste avant son arrestation dans le cadre du scandale de corruption «Odebrecht». L'ex-chef d'Etat (1985-1990, 2006-2011) présente une «blessure par balle à la tête», avait auparavant indiqué l'hôpital Casimiro Ulloa. La police s'est présentée au domicile de l'ancien président vers 6H30 locales (11H30 GMT) quand le drame a eu lieu. Mercredi dernier, c'est un

autre ex-chef d'Etat péruvien, Pedro Pablo Kuczynski (2016-2018), qui a été placé en détention provisoire dans le cadre de cette même affaire. Le géant brésilien du bâtiment Odebrecht a distribué pendant plus d'une décennie un total de 788 millions de dollars dans une dizaine de pays à travers la région pour remporter des contrats, selon le ministère américain de la Justice (DoJ). L'entreprise a reconnu avoir versé 29 millions de dollars de pots-de-vin au Pérou entre 2005 et 2014. Alejandro Toledo (2001-2006), Alan Garcia, Ollanta Humala (2011-2016) et Pedro Pablo Kuczynski: les quatre derniers chefs de l'Etat sont dans le collimateur de la justice, et la chef de file de l'opposition, Keiko Fujimori, a été placée en détention provisoire le 31 octobre.

M L

Nos routes de plus en plus meurtrières



Tamanrasset

Une cache d'armes et de munitions découverte près de la bande frontalière

■ Une cache d'armes et de munitions a été découverte mardi près de la bande frontalière sud à Tamanrasset par un détachement de l'Armée nationale populaire, en coordination avec les services des Douanes, a indiqué mercredi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

Par Mahi Y.

«**D**ans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières, et grâce à l'exploitation de renseignements, un détachement de l'Armée nationale populaire a découvert, en coordination avec les services des Douanes, le 16 avril 2019 lors d'une opération de fouille et de recherche menée près de la bande frontalière sud à Tamanrasset/6° RM, une cache d'armes et de munitions contenant une mitrailleuse lourde de calibre 14.5mm, une mitrailleuse

lourde de calibre 12.7mm avec son support ainsi qu'une quantité de munitions de différents calibres», a précisé la même source. Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, des détachements de l'ANP ont arrêté, lors d'opérations distinctes menées à Djanet, Tamanrasset et In Guezzam, 115 orpailleurs et saisi trois détecteurs de métaux, 49 groupes électrogènes, 26 marteaux piqueurs, 17 sacs de mélange de pierres et d'or brut, trois véhicules tout-terrain, 134 grammes de mercure de divers autres projets. Dans le même contexte,

des éléments de la Gendarmerie nationale ont saisi, à Biskra et Ouargla, 9 240 unités de tabac d'une valeur estimée à 277 millions de centimes, ainsi que 763 unités de différentes boissons, tandis que 3 narcotrafiquants en possession d'un kilogramme de kif traité ont été appréhendés à Tébessa. Par ailleurs, et dans le cadre de la lutte contre l'immigration clandestine, des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté 9 immigrants clandestins de différentes nationalités à Tiaret.

M. Y./APS

Egypte/ Sissi président à vie ?

Référendum du 20 au 22 avril pour une révision constitutionnelle

UN RÉFÉRENDUM sera organisé du 20 au 22 avril en Egypte sur une révision constitutionnelle, a annoncé mercredi l'Autorité nationale des élections. « Le référendum (...) aura lieu en Egypte les samedi 20, dimanche 21 et lundi 22 avril », a précisé le président de l'Autorité nationale des élections, Lachine Ibrahim. La consultation populaire se tiendra du 19 au 21 avril pour les Egyptiens de l'étranger, a-t-il ajouté. Cette annonce survient au lendemain d'un vote du Parlement en faveur de la révision. Cette révision constitutionnelle devra permettre à Abdel Fattah al-Sissi de rester prési-

dent au-delà de la durée de son mandat actuel qui s'achève en 2022. L'amendement de l'article 140 de la Constitution permet de faire passer le deuxième mandat de M. Sissi de quatre à six ans, portant ainsi son terme à 2024. Le chef de l'Etat pourrait ensuite se représenter en 2024 à un troisième mandat de six ans. La Constitution en vigueur limite la présidence à deux mandats consécutifs de quatre ans. La réforme constitutionnelle doit par ailleurs renforcer le contrôle du système judiciaire par l'exécutif et institutionnaliser le rôle politique de l'armée.

Aymen H.

Cherchell

L'APC annonce le boycott de l'organisation de la présidentielle

L'Assemblée populaire communale de Cherchell (Tipasa) a décidé de ne pas prendre part à l'organisation de la prochaine élection présidentielle prévue le 4 juillet, selon un rapport de délibération mis en ligne sur sa page électronique officielle. Selon le document en ligne, signé par 15 membres de cette APC, présidée par Ouzeghla Djamel (du parti du Mouvement populaire algérien) et quatre députés, «une décision a été prise, suite à une session extraordinaire de l'APC de Cherchell, en vue du boycott de la révision exceptionnelle des listes électorales, lancée mardi, en prévision de la présidentielle du 4 juillet». «Cette décision est l'expression de la solidarité de l'APC de Cherchell avec le mouvement de contestation populaire entamé le 22 février passé», est-il ajouté

dans le document, qui souligne que cette position a été dictée par le «le rôle essentiel dévolu aux APC dans l'élaboration des listes électorales, l'organisation du scrutin et son déroulement». Le même rapport en ligne assure qu'il s'agit d'une «décision collective» prise «après délibération et débats entre les membres de l'APC». L'APC de Cherchell, l'une des plus grandes de la wilaya, est la première sur les 28 communes que compte Tipasa, à annoncer officiellement son «boycott de la révision exceptionnelle des listes électorales et de l'élection présidentielle». La décision de boycott de tout le processus électoral «est une décision souveraine de l'APC, prise par consensus», a assuré, à ce propos, le président de cette Assemblée populaire. Dans le même sillage, le

président de l'APC de Hadjeret Ennos (ouest de Tipasa), Mohamed Ahfir, a fait part, dans une déclaration à l'APS, de son «boycott de l'organisation de l'élection, avec six autres membres de la même Assemblée, relevant du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD)». Cette décision, a ajouté M. Ahfir, est «individuelle et représente la position du RCD», laquelle (décision) a été transmise aux autorités de la wilaya, après avoir reçu mardi, des instructions portant révision exceptionnelle des listes électorales, a-t-il fait savoir. Le RCD est majoritaire dans cette Assemblée communale de 15 membres, selon M. Ahfir qui a expliqué par là, qu'«il est inutile d'exposer ce point à l'Assemblée, qui compte des membres relevant d'autres partis politiques».

Concernant l'impact du boycott sur l'organisation de l'élection, M. Ahfir a estimé qu'il est d'une «importance cruciale» car, a-t-il dit, il «est membre de la commission des juges en charge de l'encadrement du déroulement de toute l'opération électorale». «Les procès-verbaux de révision des listes électorales doivent impérativement porter le sceau et la signature du P/APC», a-t-il précisé pour appuyer ses dires. Selon les échos recueillis par l'APS, certaines Assemblées communales sont tributaires des positions politiques des partis dont elles relèvent, à l'instar de celles de Bou Ismail, Bouharoun, Khemisti, Fouka et Koléa, au moment où d'autres sont dans l'expectative et ce, dans l'attente de prendre une décision claire.

G. H.